

le proléttaire

organe du parti communiste international

M2414 - 430 - 5F

CE QUI NOUS DISTINGUE: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire:
5FF, 30FB, 3FS, 3000LI, 50p
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire:
25FF, 140FB, 10FS, 5000LI

- Il comunista -
Journal bimestriel en Italien
Un expl: 10FF, 40FB, 5FS, 2000LI
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -
No 430
Fév. - Mars - Avril 1995
32^e année

DANS CE NUMERO

- La consécration d'Ariette
- Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat - Premier Congrès de l'Internationale Communiste (extraits)
- Face aux réactions de luttes ouvrières, les syndicats tremblent pour la paix sociale
- Comment les bourgeois volent le syndicalisme français
- Thèses fantaisistes sur le fascisme et le parlementarisme («Il Partito Comunista»)
- Démocratie et fascisme: quelle lutte pour le prolétariat?(Réunion générale du parti)
- Correspondance: les marxistes et la lutte actuelle des défenseurs des animaux
- Le séisme de Kobé

820 millions de sans-emploi

Le Bureau International du Travail (une organisation internationale bourgeoise liée à l'ONU, occupée à promouvoir la paix sociale et chargée d'élaborer des statistiques sur la situation de la classe ouvrière dans le monde) a publié fin février son rapport sur l'emploi dans le monde.

Il en ressort que selon les bourgeois 820 millions de travailleurs sont sans emploi ou sous-employés de par le monde! C'est un chiffre record dans l'histoire, proportionnellement supérieur au taux de chômage enregistré lors de la grande dépression des années trente. Le B.I.T. estime que la gravité de la question de ce chômage de masse est gravement sous-estimée par les organisations économiques internationales comme l'O.C.D.E, le F.M.I. ou la Banque Mondiale. Pour lui la cause du chômage dans les pays industrialisés est à rechercher essentiellement dans «l'inadéquation de l'activité économique depuis 20 ans» (Monsieur de Lapalisse n'aurait pas dit autre chose) due au manque de coordination de la politique économique de ces Etats, et à leur politique économique déflationniste.

D'après le B.I.T., «la situation actuelle est irrationnelle à la fois d'un point de vue moral et d'un point de vue économique. Elle provoque un énorme gaspillage de ressources et une aggravation des souffrances humaines». Tout en affirmant que «le maintien d'un système économique mondial ouvert et efficace doit être la base objective» de l'action internationale, il soutient qu'il ne faut pas ignorer «la dimension sociale». Et nos graves experts en dimension sociale, tout en réaffirmant leur accord avec les conclusions des négociations économiques internationales qui mettent en avant le libéralisme économique, l'ouverture des marchés, la fin des mesures de protection économique et sociale, objectent qu'ils sont

(Suite en page 7)

Décider périodiquement quel représentant de la classe dominante foulera aux pieds les classes opprimées, telle est l'essence de la démocratie bourgeoise

Qui va l'emporter? Le favori des pronostiqueurs s'est fait doubler par son challenger au détour d'un virage mal négocié, tandis que l'outsider revient très fort et pourrait créer la surprise, à moins qu'il ne soit gêné par un autre concurrent... C'est ce genre de commentaire sportif qui pourrait le mieux convenir à la campagne présidentielle où les aspects de rivalités de clans, les querelles de personnes, les révélations bien juteuses, attirent davantage l'attention que les différences de politique ou de programme.

C'est que les principaux candidats, de gauche ou de droite, n'ont en réalité aucune divergence sur la politique que doit suivre l'Etat français: la cohabitation actuelle entre un président «socialiste» et un gouvernement «de droite» s'est déroulée sans heurts significatifs parce qu'au plan politique la continuité était parfaite entre l'un et l'autre: de nombreuses lois ou mesures, y compris les plus réactionnaires ou les plus anti-ouvrières promulguées par le gouvernement Balladur, avaient été préparées sous le gouvernement Bérégovoy (comme la fin de la retraite à soixante ans, les subventions innombrables au patronat ou les mesures favorisant le temps partiel et les petits boulots). La candidature de Jospin l'a emportée dans

le PS (notamment sous la pression des élus municipaux) sur la candidature d'Emmanuel qui préconisait une démagogie de gauche plus prononcée, parce qu'elle se situait dans la ligne de cette continuité, à l'enseigne de la «culture de gouvernement», c'est-à-dire de cette capacité démontrée par les gouvernements socialistes à satisfaire tous les besoins essentiels de la bourgeoisie. Il est très significatif que Jospin ne voulait pas remettre en question les lois Pasqua, ni même promettre un geste en faveur de l'Ecole laïque - pourtant thème traditionnel des partis de gauche - ou qu'il n'acceptait du bout des lèvres qu'une réduction du temps de travail à 37 heures, financée par des «gains de productivité», c'est-à-dire une exploi-

tation accrue des travailleurs. Au point que Chirac pouvait se donner le luxe d'apparaître plus social et plus à gauche que le candidat socialiste! Il a fallu rectifier en catastrophe l'orientation de la campagne de ce dernier et lui donner une allure un peu plus «de gauche» pour résister à la concurrence d'un Chirac, comme à celle des démagogues plus agressifs du PCF et de L.O. (1).

Il y a quelques enseignements à tirer de l'évolution de la campagne présidentielle. Le principal reproche du clan Chiraquien aux Balladuriens était qu'une victoire de ces derniers risquerait de déboucher sur de graves affrontements sociaux; et les Balladuriens répondaient de leur côté que Balladur était au contraire le mieux placé pour éviter la déchirure sociale en raison de son refus d'imposer des réformes mal comprises. Les thèmes sociaux, absents au début si on excepte l'affirmation, rituelle depuis 15 ans, que la priorité devait être donnée à la lutte contre le chômage, ont peu à peu gagné en importance: non seulement la question du logement, la question du temps de travail, mais aussi la question du salaire.

Nous voyons là l'indication que, malgré l'assurance qu'ils affichent, les bourgeois gardent toujours une inquiétude sur les réactions et les luttes de la classe ouvrière. Et d'ailleurs c'est la classe ouvrière elle-même qui s'est rappelée au bon souvenir de ces Messieurs, avec des grèves qui ont éclaté un peu partout en dépit de la «trêve électorale» et qui ont parfois contraint patrons et gouvernement à reculer quelque peu.

(Suite en page 2)

La Turquie sur un volcan

Le 20 mars l'armée turque a envahi le nord de l'Irak dans le but affiché de détruire «les bases des rebelles» kurdes. Bombardements aériens, déploiement de 35 à 40.000 soldats soutenus par l'artillerie et les blindés: c'est une opération militaire de grande ampleur, qui rappelle celles des Etats-Unis en Indochine, que mène l'armée turque. Précédemment les militaires d'Ankara n'avaient mené que des opérations nettement plus «limitées» à l'intérieur de l'Irak. Ils avaient en effet noué une alliance avec les principaux partis kurdes irakiens: ceux-ci se chargeaient de faire la chasse aux guérilleros du PKK et d'interdire toute action militaire à partir du territoire du Kurdistan irakien, en contre-partie du maintien des relations commerciales avec la Turquie.

Il est probable que les affrontements qui font rage depuis plusieurs mois entre le PDK de Barzani et l'UPK de Talabani et qui ont mis fin à l'existence du gouvernement autonome du Kurdistan irakien, ont empêché que se continue cette action de police pour le compte de l'Etat turc. Il est possible aussi que cette escalade spectaculaire des opérations militaires, après l'importante

offensive militaire déclenchée par l'armée dès cet automne, soit le signe des difficultés de l'Etat turc à réduire la rébellion sur le terrain en dépit de la brutalité de la répression. L'extension de la répression a touché des députés kurdes (condamnés à de lourdes peines de prison) et d'autres personnalités bourgeoises kurdes. Dans les campagnes le recours aux mesures terroristes par l'armée est attesté (massacres, disparitions, tactique de la terre brûlée, sans compter la pratique de la torture, généralisée dans les geôles turques): au début décembre le ministre turc de l'intérieur annonçait que depuis 3 ans 2.433 villages avaient été «vidés» et les autorités estiment à un million le nombre de réfugiés kurdes (1).

Selon certaines sources l'armée turque chercherait sinon à s'installer définitivement, du moins «à maintenir une force (d'intervention) indéfiniment à l'intérieur de l'Irak»; le premier ministre turc a déclaré dans une interview à la BBC que l'intervention en cours avait pour but «de supprimer la vacance d'autorité dans la région» (2). Dans cette région du nord de l'Irak le Commissariat de l'ONU aux réfugiés avait

officiellement enregistré plus de 10.000 réfugiés kurdes turcs au printemps dernier; sans doute ils sont plus nombreux maintenant, surtout à la suite du déclenchement des opérations militaires de cet automne. Ces milliers de réfugiés sont la principale cible de l'armée.

L'offensive de l'armée turque n'a guère ému les gouvernements européens qui viennent juste de conclure un accord douanier avec la Turquie. L'obstacle venait plutôt de la Grèce (qui menaçait de faire usage de son droit de veto), pour qui les dénonciations des «violations des droits de l'homme» par l'ennemi traditionnel turc n'étaient qu'un prétexte pour extorquer quelques avantages à ses partenaires européens. La France présidente en titre de l'Union Européenne et premier investisseur étranger en Turquie, a sans doute «condamné» l'invasion, mais elle s'est bien gardée d'évoquer la moindre sanction ni pression sur la Turquie. L'Allemagne, premier partenaire économique de ce pays, a menacé d'interrompre son aide militaire, s'il était prouvé que les turcs ne respectaient pas leurs engagements

(Suite en page 4)

Décider périodiquement quel représentant de la classe dominante foulera aux pieds les classes opprimées, telle est l'essence de la démocratie bourgeoise

(Suite de la page 1)

NON A LA POLITIQUE BOURGEOISE! NON AU CIRQUE ELECTORAL!

La vague de scandales qui déferle depuis quelques mois et qui s'est accélérée en liaison avec la prochaine relève de la garde du personnel politique de la bourgeoisie ne doit pas induire en erreur. Ce n'est pas la preuve que la Justice se mettrait enfin à faire son travail selon les principes de la démocratie; ce n'est pas non plus le signe que la bourgeoisie est entrée en crise. L'utilisation des scandales comme méthode de lutte entre clans bourgeois est une réalité dans tous les pays, mais c'est en France particulièrement une tradition de longue date. Pour en rester aux dernières décennies, chaque modification des rapports de force internes à la bourgeoisie - qu'ils coïncident ou non avec des épisodes électoraux - a été marquée par la révélation de scandales parfois à jets continus (comme lors de la campagne des Giscardiens en 69 pour miner le camp gaulliste), parfois plus isolés (les diamants de Giscard, le château de Chirac, l'affaire «Carrefour du développement», etc.). En outre toutes les périodes de récession économique voient se révéler des scandales à l'occasion d'échec d'opérations frauduleuses ou spéculatives qui en période d'expansion économique seraient restées inconnues parce qu'elles auraient réussi. Ce phénomène, déjà constaté par Marx à son époque et décrit dans «Le Capital», s'applique à ce qui s'est passé à la fameuse Barings, la très respectable banque du gratin britannique qui a coulé à la suite d'opérations hasardeuses, après avoir longtemps empêché d'énormes profits dans des opérations tout aussi hasardeuses, ou au Crédit Lyonnais qui a accumulé d'énormes déficits en investissant dans les secteurs les plus risqués.

A chaque fois ces scandales permettent d'entrevoir un instant la réalité des rouages internes de la vie politique et économique bourgeoise, avant que le voile de la démocratie ne la cache à nouveau pudiquement. Et cette réalité, elle n'a rien à voir avec toutes les fictions de la démocratie bourgeoise, avec la soi-disant égalité entre les citoyens, avec la prétendue impartialité de l'Etat, la Justice égale pour tous et autres contes de fée. C'est la réalité d'une jungle capitaliste où tout s'achète et tout se vend, où tout est possible à qui a les moyens et les relations adéquates, où règne la loi suprême de la recherche du gain maximum sans regarder aux moyens - réalité mafieuse dont le crime organisé et la mafia véritable ne sont qu'un appendice et qui prospère et n'est possible que par l'exploitation du prolétariat.

La réaction instinctive des prolétaires - mais c'est un «instinct» soigneusement et inlassablement entretenu par la bourgeoisie elle-même - est d'en appeler aux institutions de l'Etat pour qu'elles fassent respecter leurs propres lois et mettent en application leurs propres principes, en un mot qu'elles punissent les voleurs et les corrompus. Le spectacle de ministres en prison et de grands patrons mis en examen vient renforcer cette funeste croyance que l'Etat est un organe neutre, au dessus des classes, susceptible de suivre la politique qui lui est dictée par telle ou telle majorité d'électeurs, qui, démocratiquement, aurait décidé de chasser d'un bon coup de balai électoral tous les vendus. C'est ainsi que la

révélation des scandales, au lieu de discréditer le système bourgeois tout entier, est utilisée pour le renforcer encore. La dénonciation des scandales, la chasse aux voleurs et aux corrompus, fait oublier que le véritable vol est celui commis chaque jour par les patrons qui extorquent la plus-value sur le dos des prolétaires; et que le véritable scandale est constitué par l'existence de tout cet édifice de mensonges, de lois, d'Eglises, d'institutions de toute nature, d'hommes en armes, des structures d'Etat y compris mécanismes électoraux et partis politiques, élaboré et perfectionné pendant d'innombrables décennies à la seule fin de protéger et maintenir ce vol. Qu'ensuite les bourgeois s'escroquent entre eux pour essayer de s'approprier une part supplémentaire du butin, ne devrait émouvoir que très modérément les prolétaires.

C'est pourtant ce qui arrive lorsque la classe ouvrière est réduite à l'état de passivité qui est le sien aujourd'hui par l'action conjuguée de tous les partis et de toutes les forces de la collaboration entre les classes, qui paralysent toute action de classe et l'enchaînent au terrain démocratique et à la politique bourgeoise.

Pendant que les prolétaires assistent en spectateurs médusés au déballement des scandales, pendant qu'ils assistent au dernier rebondissement du cirque électoral où clowns et acrobates rivalisent dans leurs numéros de poudre aux yeux, ils laissent la voie libre à la bourgeoisie et à son Etat pour préparer de la meilleure façon la suite de leur offensive et leurs prochains mauvais coups anti-ouvriers et pour arranger leur dispositif politique conformément aux besoins de la continuation optimum de l'exploitation, aux évolutions des relations internationales et, *last but not least*, pour se préparer à l'avance aux réactions ouvrières qu'ils savent inévitables.

POUR LA POLITIQUE REVOLUTIONNAIRE!

Qui donc va l'emporter dans ces élections? Le problème pour la classe ouvrière n'est pas de choisir entre l'un ou l'autre des politiciens qui se pressent sur la scène électorale. Il est de choisir entre la politique bourgeoise qui consiste à décider quel représentant de la classe dominante foulera aux pieds pendant des années les opprimés (ainsi que Lénine, après et avec les mêmes mots que Marx, caractérisait l'essence de la démocratie bourgeoise et du suffrage universel), politique de soumission aux intérêts du capitalisme et de renonciation à défendre ses propres intérêts; et la politique révolutionnaire de reconquête de son indépendance organisationnelle et politique de classe. Bien entendu c'est un «choix» qui ne peut se faire en un jour et par un acte aussi simple et facile que de glisser un bulletin de vote dans une urne. C'est un «choix» qui n'est aujourd'hui accessible qu'à une mince couche d'avant-garde, mais dont dépendra demain le sort de toute la classe prolétarienne.

Ce choix c'est celui de la rupture avec les illusions démocratiques, pacifistes, collaborationnistes diffusées par la bourgeoisie et ses valets. C'est le choix du travail pour commencer à organiser chaque fois que c'est possible les travailleurs sur des positions de classe et pour la défense de leurs seuls intérêts de classe; c'est le choix de la lutte pour l'internationalisme prolé-

rien, pour l'unité prolétarienne contre toutes les divisions - de race, de sexe, de catégorie, de nationalité, de statuts, d'entreprise, de corporation, etc. - pour le refus de toute union nationale - toujours synonyme de sacrifices et d'austérité pour les prolétaires -, pour la défense classiste contre la répression et les violences de l'Etat ou de bandes racistes, en dehors de toute illusion juridique et légaliste. Ce choix, c'est celui de la fin de la résignation, et de la préparation de la lutte ouverte contre la classe dominante et son Etat, d'abord pour la défense du salaire, du poste de travail, des conditions de vie et de travail, avant de pouvoir passer de la défense à l'attaque, des luttes économiques aux luttes politiques.

Enfin la politique révolutionnaire trouve son expression suprême dans la lutte, contre toutes les fausses alterna-

tives plus dangereuses lorsqu'elles se prétendent révolutionnaires, pour préparer et constituer, sur la base du marxisme invariant et du programme communiste qui synthétise toutes les leçons des batailles passées du prolétariat et donne les perspectives de l'avenir, le noyau du futur organe de la classe ouvrière, le parti de la révolution communiste mondiale.

(1) Cela n'empêche pas certains prétendus révolutionnaires de faire campagne pour le P.S., sur l'air de «Il faut virer la droite!», comme si droite et gauche ne se donnaient pas la main pour rouler les travailleurs dans la farine: «Socialisme International» est probablement le groupe le plus braillard parmi ces gens qui roulent pour les sociaux.

La consécration d'Arlette

Pour leur 4ème participation à l'élection présidentielle (et leur énième participation au cirque électoral) les militants de Lutte Ouvrière peuvent se vanter d'avoir enfin réussi une certaine percée. Arlette Laguiller, leur inévitable candidate, vingt ans après sa première campagne présidentielle est presque devenue une star des médias.

Pas un des grands journaux de droite ou de gauche, de la presse féminine ou économique, qui ne lui ait consacré une chronique ou qui n'ait publié une interview de «notre Arlette nationale» comme titrait «Libération». On l'a vue pousser la chansonnette dans des émissions de télé, et, consécration suprême, passer à «l'Heure de Vérité» et avoir droit à sa marionnette dans les «Guignols de l'Info».

Elle est maintenant inscrite dans le «Who's Who», le bottin mondain, même si selon son propre aveu cette inscription a fait l'objet d'une discussion dans son organisation. Finalement, les responsables de Lutte Ouvrière ont dû estimer qu'il n'y avait pas de raison de faire preuve d'ostracisme vis-à-vis des bourgeois ...

Pour la première fois la campagne de LO a pu bénéficier de l'argent de l'Etat; le souci de transparence de LO n'est pas allé jusqu'à en indiquer le montant, mais il a permis de démarrer très tôt une grande campagne d'affichage publicitaire et de diffuser des tracts par les sociétés privées (malheureusement les militants de LO se plaignent de ne pas pouvoir vérifier si les tracts sont vraiment toujours bien diffusés: si ça se trouve ces salauds d'employés les virent dans les égouts pour abréger leur tournée, comme ils font avec leurs prospectus publicitaires habituels ...).

Comment expliquer cette complaisance des médias bourgeois et de l'Etat envers une organisation qui, pourtant proclame son caractère révolutionnaire?

L'«International Herald Tribune», quotidien américain publié à Paris, très influent parmi les classes dirigeantes européennes, donnait une partie de la réponse en écrivant en exergue d'une interview d'Arlette, qu'en dépit de son langage, «elle ne fait pas peur».

LO ne fait donc pas peur à la bourgeoisie et celle-ci doit même trouver une certaine utilité à lui faire de la publicité et à lui ouvrir ses moyens de propagande (à une échelle modeste sans doute, mais qui représente beaucoup pour une petite organisation).

C'est qu'au fil des années LO s'est taillée une place comme un élément régulier du cirque électoral; et au fur et

à mesure que le PCF, puis le PS s'usaient aux yeux des prolétaires, cette petite place prenait de plus en plus d'importance pour crédibiliser tout le système électoral et éviter que certaines franges prolétariennes ne s'en détournent. Sans doute LO ne craint-elle pas d'affirmer que les élections ne peuvent rien changer, qu'il faut combattre les illusions électoralistes, que seule la lutte paye, etc., etc.

Mais on ne fait pas impunément de la participation électorale son activité politique centrale.

Et en même temps qu'elle proclame haut et fort une fidélité de façade aux positions révolutionnaires, LO dit en fait autre chose aux prolétaires qui l'écoutent: implicitement elle leur dit que les élections sont importantes, qu'elles sont même l'événement le plus important, voire le seul événement politique pour lequel ils doivent se mobiliser. De plus en plus souvent d'ailleurs ce message est tout ce qu'il y a d'explicite.

C'est ainsi par exemple que le lecteur qui lit «Lutte Ouvrière» trouvera en couverture de son numéro 1391 (du 3 mars 1995) le slogan: «Ni la table de négociations, ni le bulletin de vote ne feront rendre gorge aux patrons». C'est bien dit! Encore que comme d'habitude chez LO, il y a un silence complet sur l'Etat avec ses flics, ses juges, etc..., et... son Parlement! Mais le prolétaire à qui est distribué le bulletin d'entreprise lira lui que «la bourgeoisie est bien représentée, les travailleurs moins» - titre du tract consacré à réfuter l'idée que voter pour Arlette ne sert à rien: «Voter utile, c'est voter pour des idées, pour leurs donner d'autant plus de poids qu'elles obtiennent de voix». Si ce n'est pas là du crétinisme électoral, qu'est-ce que c'est? Le tract continue: «Alors, nous autres travailleurs, si nous voulons peser sur les hommes politiques au pouvoir, votons pour une véritable adversaire du patronat»; suit une liste de revendication qui finit par «... et pour que l'Etat, au lieu de subventionner ce patronat sans contre-partie (sic!), utilise cet argent pour créer lui-même des emplois, etc., etc.». Où l'on voit que si Arlette est peut-être une adversaire du patronat, elle n'en est pas une de l'Etat bourgeois!...

Bref, ces fameuses élections sont bien utiles puisqu'elles permettent de pousser l'Etat à cesser de favoriser les patrons pour se tourner du côté des ouvriers! Le PCF, le PS, tous les réformistes n'ont jamais essayé de faire croire autre chose aux prolétaires. Bien loin de combattre les mensonges réformistes, de montrer sans cesse que l'Etat

Comment les bourgeois voient le syndicalisme français

Le quotidien patronal «Les Echos» a publié un article intéressant qui montre sans fard comment les bourgeois voient les syndicats et leur rôle:

Avec un taux de syndicalisation de 8% et cinq confédérations concurrentes pour se disputer ce faible marché, les caractéristiques du syndicalisme français gâtent la compétitivité nationale. Car sa faiblesse lui interdit d'accepter le compromis.

(...) Si les relations professionnelles sont si fragiles en France, cela tient pour une bonne part à la faiblesse de son syndicalisme. (...) or ces caractéristiques pèsent sur la compétitivité nationale. D'abord la conflictualité, peu maîtrisée, y est anarchique. A l'opposé de la situation allemande - la grève parfaitement millimétrée de la métallurgie vient d'en fournir une illustration de plus -, la conflictualité française a pris de nouvelles formes: souvent des grèves surprises, des débrayages courts et répétés plutôt que des journées d'action programmées et canalisées par les syndicats. Conséquence: «la dispersion et l'imprévisibilité de la conflictualité sociale constituent un facteur d'incertitude pour l'entreprise qui n'est pas favorable à sa compétitivité», explique Jean Gandois (devenu le nouveau président du CNPF- Ndlr), dans son rapport au XIe Plan.

Surtout la surenchère que se livrent les confédérations radicalise leur attitude souvent jugée «irresponsable» par rapport à ce qu'on observe à l'étranger. Le DGB allemand (la confédération des syndicats allemands) a accepté en 1993 et en 1994 une baisse du pouvoir d'achat (-1,1%) pour favoriser l'emploi (...). Les Italiens ont abandonné l'échelle mobile des salaires qu'ils avaient obtenue de haute lutte dans les années 70. Quant aux Hollandais, ils ont donné leur aval en 1993 à une flexibilisation accrue des salaires et des conditions d'emploi. En réalité ces syndicats étrangers ont une toute autre approche du syndicalisme. (...) En France, entente avec le patronat et trahison de classe ont longtemps cohabité dans les esprits; et les efforts de la CFDT, de la CFTC et de la CGC pour faire évoluer les mentalités ne réalisent pas le grand miracle du jour au lendemain. Les fédérations allemandes, elles, tiennent leur légitimité de leur capacité au compromis, signe de leur volonté de tenir compte des contraintes de la situation économique.

(«Les Echos», 21/3/95)

Les patrons rêvent d'une classe ouvrière qui accepterait toujours de se plier à sa volonté grâce à l'aide irremplaçable de la bonzerie syndicale, mais ils jugent que ce serait là un miracle. Voilà qui est de bon augure pour l'avenir!

La consécration d'Arlette

n'est pas une institution «neutre», au dessus des classes, mais l'instrument de la classe bourgeoise, Lutte Ouvrière fait tout son possible pour les répandre encore davantage et leurs donner une nouvelle vigueur. Tout comme elle s'efforce de donner une nouvelle vigueur à la mascarade électorale.

La raison des gentillesques que lui prodigue la bourgeoisie est alors compréhensible: les bourgeois savent distinguer entre les discours et la réalité. Et la réalité est que LO a pris sa place dans la longue série des organisations pseudo-révolutionnaires qui agissent en fait contre l'émancipation prolétarienne.

La consécration d'Arlette est la reconnaissance - enfin - par la bourgeoisie de cette réalité.

Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature du prolétariat

Adoptées par le premier Congrès de l'Internationale Communiste (extraits)

3. L'histoire enseigne qu'aucune classe opprimée n'a jamais accédé au pouvoir et ne pouvait y accéder sans passer par une période de dictature, c'est-à-dire conquérir le pouvoir politique et briser par la violence la résistance la plus acharnée, la plus furieuse, qui ne recule devant aucun crime, que les exploités ont toujours opposée. La bourgeoisie, dont la domination est défendue à présent par les socialistes qui s'élèvent contre la «dictature en général» et qui portent aux nues la «démocratie en général» a conquis le pouvoir dans les pays évolués, au prix d'une série d'insurrections, de guerres civiles, de répression violente des rois, des seigneurs, des esclavagistes et de leurs tentatives de restauration. Dans leurs livres, brochures, résolutions de congrès, dans leurs discours de propagande, les socialistes de tous les pays ont expliqué des milliers et des millions de fois le caractère de classe de ces révolutions bourgeoises, de cette dictature de la bourgeoisie. C'est pourquoi la défense actuelle de la démocratie bourgeoise sous le couvert de la «démocratie en général», les cris et vociférations qui retentissent aujourd'hui contre la dictature du prolétariat sous prétexte de clamer contre la «dictature en général», tout cela revient à trahir délibérément le socialisme, à passer aux côtés de la bourgeoisie, à nier le droit du prolétariat à sa révolution à lui, la révolution prolétarienne, à défendre le réformisme bourgeois précisément à l'heure où il a fait faillite dans le monde entier et quand la guerre a créé une situation révolutionnaire.

4. En expliquant le caractère de classe de la civilisation bourgeoise, de la démocratie bourgeoise, du parlementarisme bourgeois, tous les socialistes ont exprimé cette idée, formulée de la manière la plus scientifique par Marx et Engels, à savoir que la république bourgeoise la plus démocratique n'est rien d'autre qu'un appareil permettant à la bourgeoisie de réprimer la classe ouvrière, permettant à une poignée de

capitalistes d'écraser les masses laborieuses. Il n'est pas un révolutionnaire, il n'est pas un marxiste, parmi ceux qui clament maintenant contre la dictature et pour la démocratie, qui ne jurerait ses grands dieux devant les ouvriers qu'il reconnaît cette vérité première du socialisme; et à l'heure actuelle, à l'heure où le prolétariat révolutionnaire est en effervescence et mis en branle afin de détruire cette machine d'oppression et de conquérir la dictature du prolétariat, ces traîtres au socialisme présentent les choses comme si la bourgeoisie faisait don aux travailleurs de la «démocratie pure», comme si la bourgeoisie renonçait à la résistance et était prête à se soumettre à la majorité des travailleurs, comme s'il n'y a et s'il n'y avait aucune machine d'Etat permettant au capital d'écraser le travail dans une république démocratique.

5. La Commune de Paris (...) a montré d'une manière particulièrement frappante le caractère historiquement conventionnel et la valeur particulièrement limitée du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise, ces institutions progressives au plus haut point par rapport au moyen âge, mais qui doivent être nécessairement remaniées de fond en comble à l'époque de la révolution prolétarienne. C'est justement Marx qui a apprécié mieux que quiconque la portée historique de la Commune et a montré dans son analyse le caractère exploiteur de la démocratie bourgeoise et du parlementarisme bourgeois, lorsque les classes opprimées se voyaient offrir le droit, une fois en quelques années, de choisir le représentant des classes possédantes qui «représentera et opprimerà» le peuple au Parlement. C'est précisément à l'heure actuelle, à l'heure où le mouvement soviétique, embrassant le monde entier, poursuit l'oeuvre de la Commune aux yeux de tous, que les traîtres au socialisme oublient l'expérience et les leçons concrètes de la Commune de Paris, en reprenant à leur compte le vieux bric-à-brac bourgeois sur la «dé-

mocratie en général». La Commune ne fut pas une institution parlementaire.

6. Ensuite, ce qui fait l'importance de la Commune, c'est qu'elle a tenté de briser, de détruire de fond en comble l'appareil bureaucratique, judiciaire, militaire, policier de l'Etat bourgeois en le remplaçant par une organisation autonome, l'organisation des masses ouvrières, qui ne connaissait pas la séparation des pouvoirs législatif et exécutif. Toutes les républiques démocratiques bourgeoises actuelles (...) conservent cet appareil d'Etat. Dès lors il saute aux yeux, une fois de plus, que les hurlements en faveur de la «démocratie en général» ne sont pas autre chose que la défense de la bourgeoisie et de ses privilèges d'exploiteurs.

12. (...) Le point essentiel que les socialistes ne comprennent pas, et qui explique leur myopie théorique, qui fait qu'ils demeurent prisonniers des préjugés bourgeois, qui constitue leur trahison politique à l'égard du prolétariat, c'est que dans la société capitaliste, dès que la lutte de classe qui en est le fondement s'accroît d'une manière tant soit peu sérieuse, il ne peut y avoir aucun terme moyen entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tout rêve d'on ne sait quelle troisième voie est une lamentation réactionnaire de petits bourgeois. Témoin en est l'expérience d'un développement de plus d'un siècle de la démocratie bourgeoise et du mouvement ouvrier dans tous les pays évolués, notamment l'expérience des cinq dernières années. C'est ce qu'établissent également la science de l'économie politique, le contenu du marxisme qui explique la nécessité dans toute économie marchande de la dictature de la bourgeoisie qui ne peut être remplacée que par la classe développée, multipliée, cimentée, renforcée par l'évolution même du capitalisme, c'est-à-dire la classe des prolétaires.

(...)

Lénine, mars 1919.

Face aux réactions de luttes ouvrières, les syndicats tremblent pour la paix sociale

La grève d'Alstom à la fin de l'année dernière avait fait la démonstration que la lutte paye. En dépit du rôle honteux mais classique des appareils syndicaux pour morceler la grève, pour la brider puis pour la saboter en acceptant dans les faits la manoeuvre patronale d'un scrutin démocratique pour décider l'arrêt de la grève, celle-ci avait montré l'existence d'un climat nouveau de combativité dans la classe ouvrière, qui tranchait avec la résignation de la période précédente.

Les semaines qui viennent de s'écouler ont donné de multiples exemples de cette combativité croissante. Malgré la période électorale qui est habituellement synonyme de «trêve sociale» de nombreuses grèves ont éclaté. Les plus longues ont été les grèves des banques à la Martinique et la grève des fonctionnaires en Corse. Au bout de 56 jours de grève les employés martiniquais n'ont obtenu que moins de 200 F d'augmentation en plus d'une prime de reprise

(pratique qui se répand de plus en plus chez les patrons) de 500 F., et la direction a refusé de payer les jours de grève. Malgré ces résultats modestes, les employés ont incontestablement démontré une capacité de lutte et reçu des témoignages de solidarité des autres travailleurs de l'île et c'est cela le plus important et qui doit servir d'exemple. Par contre les promesses de la direction vantées dans «Rouge» n°1630 comme la promesse de créer un «observatoire sur l'emploi» ou la création d'une commission sur l'investissement des banques dans l'économie de l'île (avec participation du Conseil général et régional), ne sont que du vent; elles aussi sont le signe de l'influence des petits bourgeois nationalistes et des directions syndicales qui mettent en avant des objectifs inter-classistes. Les travailleurs doivent chercher un appui non auprès des petits bourgeois, mais auprès des autres travailleurs.

En Corse la grève des fonctionnaires

continue au moment où nous écrivons, 5 semaines après son début, en dépit de toutes les manoeuvres gouvernementales et de la mobilisation du patronat. Comme en 1989, le syndicat nationaliste S.T.C., hostile dans un premier temps à une grève dommageable pour l'économie de l'île, a été contraint à faire mine de rejoindre le mouvement pour ne pas être lâché par ses troupes. La mobilisation anti-gréviste du patronat corse a brisé dans les faits l'amalgame nationaliste entre les classes et donc objectivement affaibli ce courant qui a un poids non négligeable dans l'île. Pour tenter de ne pas perdre d'influence, les nationalistes du FLNC ont commis plusieurs dizaines d'attentats contre des locaux administratifs et des banques. Ces attentats ont été une nouvelle occasion pour les syndicats de faire preuve de leur pacifisme et leur légalisme (seul le STC n'a pas dénoncé les attentats); mais la pose de bombes ne peut en aucune façon remplacer la lutte des travailleurs et la pratique mafieuse des diverses branches du FLNC est totalement opposée aux intérêts prolétariens.

D'autres longues grèves ont eut lieu avec des résultats divers: à Sextant

(Suite en page 4)

Les syndicats tremblent pour la paix sociale

(Suite de la page 3)

Avionique, 19 jours de grève n'ont abouti qu'à 1,2 % d'augmentation, alors que les mineurs de potasse d'Alsace, par exemple, revendiquent plus de 400 Fr. d'augmentation (plus de 3% pour les salaires de bases). Chez Renault le mécontentement a éclaté et a gagné R.V.I., mais les syndicats n'ont organisé que des débrayages partiels, isolés les uns des autres. Le résultat des négociations a été à la hauteur de l'inorganisation de la lutte: 2,5% d'augmentation échelonnée au cours de l'année, car le patronat sait qu'il faut bien lâcher quelque chose pour éviter une grève véritable.

Mais, après tant d'années de compression salariale, que valent ces 2,5% d'augmentation triomphalement célébrés par les syndicats (et que certains organes de presse bourgeois reprochent à Balladur d'avoir trop vite cédés)? A Peugeot-Citroën, le patronat, Calvet en tête, s'est vanté de donner plus que les recommandations du CNPF, en parlant

de 3,9%. Mais comme toujours derrière les chiffres se cache la duperie d'un patronat retors. En fait 1,2% seront accordés en mars seulement, 1,4% en octobre et les 1,3 % d'augmentation dites "au choix" ne devraient pas toucher plus que 60% des travailleurs. Ce n'est donc finalement que d'un ajustement des salaires sur l'année d'environ 2,2% qu'il faut parler!

Cette «largesse» démagogique de PSA, connue pour sa vigueur anti-ouvrière, est significative de la crainte d'une vague de grèves que partagent beaucoup de patrons. Jean Gandois, le nouveau patron du CNPF a décidé de relancer ce que l'on appelle le «dialogue social» - en clair la collaboration la plus étroite avec les syndicats. En effet, selon un article du «Monde»: «Le CNPF craint l'explosion sociale»: «l'organisation patronale est convaincue, aussi, que l'exclusion multiplie les risques d'explosions sociales. Elle souhaite éviter que la rue et la violence ne viennent corriger les excès d'une économie pilotée de manière irresponsable, c'est-à-dire productiviste (sic)».

L'artisan de cette nouvelle orientation est l'Union des Industries Métallurgiques et Minières, le successeur du fameux «comité des forges»

tant honni autrefois comme étant l'organisation du patronat le plus dur et le plus inflexible.

Craignant l'explosion, les patrons ont donc appelé les pompiers sociaux. Et ceux-ci - les confédérations syndicales - ont obtempéré comme un seul homme. Le 18 janvier la CGT, après FO, la CFDT, la CGC et la CFTC, venaient discuter avec le CNPF, pour la première fois depuis 1978. Evidemment pendant 17 ans la CGT n'était pas retournée à la lutte de classe; son refus de participer à la politique contractuelle officielle (à la différence de la CFDT) lui permettait de garder une image et un discours «combattifs» tout en continuant dans les faits une pratique de collaboration des classes et en maintenant toutes les relations avec l'Etat (et ainsi qu'avec le CNPF, précisément par l'intermédiaire de l'UIMM!). Mais maintenant la bourgeoisie sent le besoin de mettre davantage à contribution les appareils syndicaux (voir page 3 l'extrait du quotidien patronal «Les Echos») dont elle redoute donc l'affaiblissement.

Après ces retrouvailles, une première réunion plénière syndicats-patrons a eu lieu le 2 mars sur le thème du chômage. Tous les participants ont signé un

accord final pour... ouvrir des négociations sur «l'emploi». La montagne avait accouché d'une souris, mais cela n'a pas empêché tout ce beau monde de se donner rendez-vous bientôt.

Il n'y a rien de bon à attendre du dialogue social entre patrons et bonzes syndicaux. C'est la lutte et non le dialogue qui pourra faire reculer patrons et gouvernement et leur arracher des concessions. Mais pour cela la combativité à elle seule est encore insuffisante. Tant que manque l'organisation classiste, les poussées combattives les plus puissantes peuvent être détournées et canalisées par les bonzes syndicaux, puis bradées lors des négociations.

C'est pourquoi la tâche des prolétaires combattifs les plus conscients est de s'atteler au travail d'organisation de leurs camarades, dans comme hors des syndicats suivant les cas, mais toujours hors et contre l'influence des hiérarchies et de l'appareil confédéral, autour de méthodes et de moyens de classe. Sinon toute vague de luttes sera condamnée à refluer sans résultats tangibles, étant donné que le résultat principal de toute action ouvrière est toujours l'union grandissante des travailleurs.

La Turquie sur un volcan

(Suite de la page 1)

(sic!). De part et d'autre du Rhin on accroît la répression contre le PKK (interdit) et les organisations d'extrême-gauche turques (arrestation d'un dirigeant de l'organisation maoïste Dev Yol en France). L'Allemagne a annoncé qu'elle allait extradier vers la Turquie les kurdes arrêtés et en particulier les membres du PKK, après que le gouvernement turc ait juré que ceux-ci pourraient bénéficier des services d'un avocat et qu'ils seraient examinés par un médecin avant et après leur interrogatoire par la police...

Les américains et les russes se sont montrés tout aussi complaisants: la Russie a déclaré que la Turquie devrait se retirer de l'Irak «dès que le nettoyage serait terminé» et les Etats-Unis ont fait savoir à leur fidèle allié par la voix de Clinton que tout en comprenant «le besoin de régler de façon décisive (le problème) du terrorisme du PKK» ils leur demandaient de «limiter» leur opération. En clair: les gangsters impérialistes ont donné à l'Etat turc carte blanche pour qu'il fasse sa sale besogne de ratissage et de massacre des populations kurdes. D'ailleurs il semble établi que les troupes kurdes utilisent des renseignements fournis par les forces de l'OTAN mises en places en Irak so-disant pour «protéger les kurdes»! Où sont passées les «grandes consciences» intellectuelles de l'Occident qui appelaient il n'y a pas si longtemps à soutenir les kurdes massacrés par Saddam Hussein? Elles se taisent parce que la «cause des kurdes» n'a plus à l'heure actuelle d'utilité pour leurs maîtres capitalistes...

Quelques jours à peine avant l'invasion militaire de l'Irak, Istanbul a été le théâtre de sanglants événements; le 12 mars des hommes circulant en auto ouvraient le feu à la mitrailleuse sur des cafés du quartier Gazi Osman Pasa, faisant 3 morts. Une grande manifestation de protestation le lendemain était sauvagement réprimée par la police qui tirait dans la foule, mais qui devait tout de même se replier sous les jets de pierre et de projectiles divers. Officiellement le bilan est de 23 morts, mais des dizaines de personnes sont portées disparues. La préfecture de police refu-

sait les jours suivants de rendre les corps des victimes ou de relâcher les personnes arrêtées. Le lendemain, en dépit du couvre-feu, des manifestations reprenaient et s'étendaient à Umraniye, quartier autrefois bastion de l'extrême-gauche, dans la banlieue tentaculaire d'Istanbul (la répression faisait 4 morts), ainsi qu'à la capitale Ankara. Le mercredi de nouvelles manifestations faisaient encore 3 morts à Istanbul (le lendemain des milliers de personnes suivaient leur cortège funèbre avec des drapeaux rouges et aux cris de vive la révolution!).

La presse occidentale a parlé de conflit religieux, la population de Gazi étant en grande partie de confession shiite (Alevis). Les autorités et les médias turcs ont eux mis en cause les kurdes, très présents dans ce quartier, et le PKK; le premier ministre a accusé l'action d'agents de l'étranger.

La vérité est que ces quartiers sont des zones de fortes concentrations prolétariennes, et les habitants, qui y vivent dans des conditions très souvent déplorables, ont dénoncé une attaque de l'extrême-droite et des islamistes, contre lesquels la police ne fait jamais rien. Le gouvernement a même dû retirer les forces de police et les remplacer par l'armée pour amener le retour au calme et faire disparaître les barricades érigées par les habitants: comme cela arrive souvent l'armée jouit d'un préjugé favorable par rapport aux forces de police hâles dont les habitants ont en permanence à souffrir les exactions, ne serait-ce parce que l'armée est en partie composée d'appelés; cependant le souvenir de la dictature militaire ne doit pas être complètement estompé...

Ces émeutes et la férocité de la répression révèlent l'acuité des tensions sociales en Turquie. Le pays traverse sa plus grave crise économique depuis 70 ans, aux dires des experts bourgeois eux-mêmes. Pendant l'année 1994 le PNB a diminué de 5%, l'inflation a atteint les 150% en rythme annuel, 600.000 personnes ont été licenciées. Les réformes libérales du gouvernement de coalition droite-gauche devraient se traduire par la vente ou la liquidation de nombreuses entreprises d'Etat peu ou pas rentables, ce qui va accroître encore le chômage

L'accord économique avec la Communauté Européenne risque bien de ne pas avoir les effets bénéfiques prédits par le gouvernement (sinon pour les quelques entreprises les plus performantes), mais de se traduire par de nouvelles faillites et vagues de licenciements. Les européens, avec l'appui des organisations monétaires internationales accourues au chevet de la monnaie turque, exigent également que l'Etat privatise les entreprises de service public qui devraient permettre de dégager de juteux profits - comme les services de l'électricité - au détriment de la population laborieuse.

Dans ces conditions la montée de l'extrême-droite islamiste est propulsée par une partie de la bourgeoisie. En fait foi, outre l'accession des islamistes à plusieurs municipalités de villes grandes (Istanbul, Ankara) ou petites, le fait que le discours religieux est de plus en plus repris par les autorités, ou le fait que les auteurs islamistes du massacre de Sivas en 1993 (incendie d'un hôtel qui avait fait 37 morts pour s'opposer à la présence du traducteur de l'écrivain S.Ruhsdie lors d'un festival culturel) ont bénéficié de la clémence des juges.

La menace de l'extrême-droite islamiste devient donc un élément supplémentaire dans le jeu traditionnel de la classe dominante turque, qui oscille toujours entre dictatures militaires et périodes d'ouvertures démocratiques (relatives et accompagnées d'une répression légale par les institutions judiciaires et extra-légale par des groupes fascistes et para-militaires). Cette montée de l'islamisme correspond également au besoin de trouver un moyen d'encadrer politiquement le nombre important de paysans venus ces dernières années s'entasser dans les villes pour rechercher un emploi ou pour fuir les régions où opère l'armée.

La Turquie est sur un volcan. Le développement capitaliste a objectivement multiplié les forces de la classe ouvrière, dont les luttes sont nombreuses en dépit de la répression. Il a également ruiné les équilibres antérieurs, mais sans être suffisant pour pouvoir hisser le pays au niveau des Etats européens. Occupant une place intermédiaire dans la hiérarchie des puissances capitalistes, la Turquie ne voit d'avenir que dans un rapprochement accéléré avec les grands centres capitalistes ouest-européens (attitude qui est aussi

celle des anciens pays de l'Est). L'exemple du Mexique est là pour montrer que les faibles économies des pays «émergents» ne peuvent sans danger trop s'ouvrir aux grands impérialismes: ceux-ci font retomber tout le poids de leurs difficultés sur les pays plus faibles.

Mais la bourgeoisie turque n'a guère d'alternatives; d'ores et déjà elle fait payer au prolétariat tout le poids de la crise. Cette pression ne pourra que s'accroître encore davantage demain, avec la bénédiction des capitalistes européens qui salivent à l'idée d'un nouveau prolétariat à exploiter et d'un nouveau marché à fournir. Ils sont donc tout disposés à prêter main-forte à Ankara - ils le font déjà - pour réprimer son prolétariat turbulent.

Face à cette alliance des bourgeoisies, le besoin d'une union entre prolétaires se fait toujours plus urgent. Les conditions premières et élémentaires de cette union sont la solidarité la plus complète des prolétaires européens avec leurs camarades de Turquie; la dénonciation et la lutte contre les mesures répressives et discriminatoires contre les travailleurs immigrés et les militants turcs et kurdes prises par les Etats européens - en particulier contre toutes les expulsions, contre les interdictions et répressions d'organisations turques et kurdes, mais en prenant garde à ne pas s'associer à des campagnes de nature démocratiques (inter-classistes); la lutte plus générale contre les divisions raciales ou de nationalité dans la classe ouvrière, la lutte contre le contrôle de l'immigration et la fermeture des frontières.

Cette attitude permettra de vaincre la méfiance des travailleurs immigrés turcs en butte en permanence à la menace d'actes racistes de néo-nazis, aux tracasseries des services officiels et aux harcèlements de la police; elle permettra de surmonter et de dépasser les impasses de l'extrême-gauche maoïste, néo-stalinienne et nationaliste qui reste dominante parmi les secteurs les plus combattifs du prolétariat turc et d'ouvrir la voie à la diffusion des positions et du programme authentiquement communistes et donc à la constitution du parti révolutionnaire.

(1)cf «Le Monde diplomatique», mars 1995.

(2)cf «L'Humanité», 25/3/95.

Thèses fantaisistes sur le fascisme et le parlementarisme («Il Partito Comunista» bouleverse le marxisme)

Le groupe connu par le nom de son mensuel italien «Il Partito Comunista» (qui publie en français la revue «La Gauche Communiste») s'est séparé de notre parti en 1973, lors d'une crise (dite «florentine») parce que ses éléments appartenaient à la section de Florence) dont le sujet initial était la question syndicale, mais qui en réalité révéla assez vite l'existence de profondes divergences sur des questions plus fondamentales comme celle du parti (les «florentins» défendaient une conception quasi idéaliste du parti) (1). Cependant ce groupe prétend non seulement rester intégralement fidèle aux positions de notre courant, mais il affirme même être le seul continuateur véritable de la Gauche communiste et du parti fondé en 1952. Ses proclamations d'orthodoxie répétées à longueur de page de façon doctorale sur toutes ses publications peuvent impressionner le lecteur néophyte: il n'est pas si facile de se rendre compte que ce ne sont au fond rien d'autre que des phrases. C'est pourquoi nous avons répliqué à ces prétendus orthodoxes lorsque, à l'occasion de la venue au gouvernement italien de néo-fascistes, ils se sont mis à défendre sur le fascisme des conceptions totalement opposées aux conceptions communistes correctes. Dans la mesure où les conceptions communistes véritables sont encore moins connues en France qu'en Italie, cette polémique garde tout son intérêt pour les lecteurs français.

Dans son n° d'avril 1994 «Il Partito Comunista» reproduit le texte d'une réunion publique sur «Le Cycle du parlementarisme» dans lequel on peut lire ce qui suit:

«Le fascisme, donc, plus qu'anti-prolétarien est anti-bourgeois: c'est le capital qui fait rentrer dans le rang toutes les couches bourgeoises et petites bourgeoises déchues pour pouvoir mieux affronter sa propre crise. La démocratie parlementaire est désormais seulement une gêne à la nécessaire unité de commandement étatique pour affronter le choc avec les difficultés économiques qui appauvrissent toutes les classes et la guerre commerciale exaspérée contre les autres capitalistes. Le suffrage électoral est donc ainsi enlevé non seulement aux prolétaires mais aussi aux bourgeois.

Ce fait, lié à la sénilité des classes bourgeoises et de leur économie mercantile, est irréversible historiquement, dans le sens que le pouvoir d'Etat ne reviendra plus entre les mains des bourgeois et, pour ceux-ci, des parlementaires, mais il restera à la disposition exclusive du grand capital et de la grande finance qui maintiennent un rapport direct avec les rouages de l'Etat, militaires, policiers, économiques, etc.: une ligne directe relie la Confindustria (organisation du patronat-NdlR) et les affairistes du type Gelli au Viminale, à Via Nazionale et à la Farnesina (sièges d'institutions étatiques-NdlR) sans passer par ce moulin à paroles qu'est resté Montecitorio (siège du Parlement-NdlR).

Dans ces deux paragraphes se trouve exposée une conception complètement erronée du fascisme - et de la démocratie - à mille lieux des conceptions que notre courant a toujours soutenues et pour lesquelles il a combattu au sein de l'Internationale Communiste.

Lorsque les florentins écrivent que «le fascisme, plus qu'anti-prolétarien, est anti-bourgeois» ils soutiennent une position absurde et au fond réactionnaire sur ce qu'est le fascisme; cela revient à soutenir que ce dernier est l'expression de classes anti-bourgeoises, et ensuite anti-prolétariennes. Quelles sont ces classes, sinon les anciennes classes aristocratiques et monarchiques, attachées au vieux mode de production pré-bourgeois qu'est le féodalisme? Cette analyse fautive du fascisme comme expression des grands propriétaires terriens latifondistes et des derniers représentants de l'aristocratie a derrière elle une longue et triste histoire et elle a malheureusement eu des conséquences désastreuses en Italie (et dans les autres pays qui ont connu la menace du fascisme): c'est au nom de

cette analyse que les courants majoritaires dans l'Internationale Communiste ont imposé la mortelle politique d'union avec les bourgeois démocrates pour faire barrage à un mouvement qui était censé menacer aussi bien bourgeois que prolétaires, alors que la Gauche, par la voix de Bordiga, affirmait que le fascisme est l'organisation centralisée et fortement disciplinée de la bourgeoisie et des classes qui gravitent dans son orbite (2). En renonçant à son indépendance de classe, le prolétariat s'interdisait donc la seule possibilité réelle de résister et de vaincre ce qui était une offensive générale de toute la classe bourgeoise. Cette position de la Gauche communiste, dédaigneusement repoussée comme sectaire par les dirigeants de l'Internationale (et aujourd'hui encore par tous les courants dits d'extrême gauche), a été cruellement confirmée par l'écrasement du prolétariat italien, du prolétariat allemand, du prolétariat espagnol, par toutes les défaites subies ici ou là, avant que ce ralliement à la bourgeoisie à l'enseigne de l'«unité anti-fasciste» et de l'«anti-fascisme démocratique» ne soit utilisé pour appeler le prolétariat à la deuxième guerre impérialiste mondiale.

La grande révision des thèses de la Gauche communiste ne s'arrête pas là, puisque dans le même extrait d'«Il Partito Comunista» nous apprenons qu'à la suite de la victoire du fascisme et de ses conséquences historiques, «le pouvoir d'Etat ne reviendra plus entre les mains des bourgeois (...) mais restera à disposition exclusive du grand capital et de la grande finance».

Il serait intéressant de savoir quelle est la classe sociale qui représente et exprime le grand capital et la grande finance, et quelle différence y a-t-il entre cette classe et «les bourgeois». Les florentins ont-ils découvert une nouvelle classe sociale? Une classe qui a arraché le pouvoir des mains des bourgeois et l'utilise pour ses intérêts propres? Une classe qui n'est pas bourgeoise, qui n'est pas prolétarienne, qui n'est peut-être pas féodale non plus (mais cela n'est pas écrit)? Il y a eu des théoriciens d'une telle nouvelle classe, destinée historiquement à remplacer la bourgeoisie et à représenter une nouvelle forme, imprévue par le marxisme, de production; cette classe, c'était la classe bureaucratique ou la classe des managers, et le nouveau système économique et social qui dans la succession historique des formes de productions, venait prendre place entre le capitalisme et le socialisme, était le mode bureaucratique de production ou le capitalisme d'Etat (compris com-

me quelque chose de qualitativement différent du capitalisme classique).

Notre parti a combattu sans hésitation les théoriciens de la nouvelle classe et il a démontré qu'en dépit de leurs prétentions marxistes, ces gens-là étaient contraints non seulement de soutenir des thèses anti-marxistes, mais même de revenir à des thèses pré-marxistes, connues et réfutées par Marx lui-même (3). Le moins qu'on puisse dire est que l'orthodoxie de nos florentins laisse sérieusement à désirer...

* * * *

Le fascisme a été la riposte unitaire, et pour cette raison, la plus puissante, des classes bourgeoises face à une montée révolutionnaire du prolétariat, déjà vainqueur en Russie et menaçant en Italie et en Allemagne. Le fascisme a donc été anti-prolétarien à la façon bourgeoise la plus extrême; et si, dans l'exercice de la dictature bourgeoise ouverte, il a bousculé certains éléments de sa propre classe et une partie des couches petites bourgeoises, cela ne signifie en aucune façon qu'il ait été le moins du monde «anti-bourgeois» comme il le prétendait démagogiquement. Cela signifie simplement qu'au cours du processus de centralisation économique et politique, certains éléments ou certains secteurs bourgeois sont inévitablement sacrifiés pour mieux défendre les intérêts supérieurs de la domination bourgeoise et du système capitaliste.

De même la dictature du prolétariat devra inévitablement faire face à des secteurs prolétariens arriérés qui la combattront pour préserver quelques privilèges de catégorie ou parce qu'ils auront été trompés par la propagande bourgeoise; cela ne signifiera pas que la dictature du prolétariat sera «plus anti-prolétarienne qu'anti-bourgeoise»: une telle idée ne pourra venir qu'à des libertaires en réalité adversaires du concept même de dictature, c'est-à-dire adversaires du pouvoir politique exercé par la seule classe ouvrière et son parti. On verra, comme on l'a vu en Russie, ces libertaires refuser de briser l'action contre-révolutionnaire de ceux qui se mettent du côté de la bourgeoisie, sous prétexte que ce sont des prolétaires. Nos florentins auraient-ils une conception de type libertaire du fascisme et donc de la démocratie?

Le seul argument qu'ils avancent en faveur de leur thèse selon laquelle les bourgeois auraient perdu le pouvoir d'Etat, est que le droit de vote leur avait été retiré comme aux prolétaires. Croient-ils donc que la domination de la bourgeoisie sur l'Etat et sur la société passe par le bulletin de vote? C'est alors faire preuve de sacrées illusions sur les élections! Lorsqu'ils écrivent que «le pouvoir d'Etat ne reviendra plus aux mains des bourgeois, et pour eux, des parlementaires...», veulent-ils dire que le pouvoir d'Etat a été réellement aux mains des parlementaires? Ce n'est plus seulement des illusions fantastiques sur les élections et le système parlementaire que l'on trouve là, mais une méconnaissance phénoménale de l'essentiel de la théorie marxiste de la société et de l'Etat bourgeois!

Rappelons ce qu'écrivait Engels dans «l'Anti-Dühring»: «L'Etat moderne n'est à son tour que l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures générales du mode de production capitaliste contre des empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés. L'Etat moderne, quel qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste: l'Etat des capitalistes, le capitaliste collectif en idée». Et à

propos du Parlement et des parlementaires, Lénine, reprenant en 1918 un texte de Marx de 1871, écrivait entre autres dans «L'Etat et la révolution»: «Un organisme "non parlementaire mais agissant", voilà qui s'adresse on ne peut plus directement aux parlementaires modernes et aux "toutous" parlementaires de la social-démocratie! Considérez n'importe quel pays parlementaire (...), la véritable besogne "d'Etat" se fait dans la coulisse; elle est exécutée par les départements, les chancelleries, les états-majors. Dans les parlements, on ne fait que bavarder, à seule fin de duper le "bon peuple"».

Deux citations parmi d'autres qui suffisent à montrer que les phénomènes qui embrouillent tellement nos florentins - le passage d'une forme d'Etat démocratique à une forme dictatoriale, le rôle prépondérant de la machinerie d'Etat par rapport aux parlementaires, etc. - ont été depuis longtemps décortiqués par les marxistes qui ont montré que la nature de classe de l'Etat ne s'en trouvait pas changée.

EXTINCTION DE LA FONCTION DU PARLEMENT?

En continuant la lecture de l'article d'«Il Partito Comunista», nous apprenons quelque chose de très important: «la fonction du parlement s'est éteinte. L'Etat fonctionne mieux sans lui, avec ses appareils de commandement, de conscience, de force».

Si cela était vrai, cela voudrait dire que désormais le prolétariat n'aura désormais plus à lutter contre l'idéologie et la praxis démocratique dont le parlementarisme est un des piliers. Cela voudrait dire que la bourgeoisie, sans y être contrainte par le heurt violent entre la révolution et la contre-révolution, lui rend le service inestimable de démanteler sa principale arme politique de défense et de déblayer le terrain de la lutte de classe. Sans le savoir le prolétariat serait ainsi proche de la victoire; il ne manquerait plus qu'un coup d'épaule et tout l'édifice du pouvoir capitaliste s'écroulerait... Nous exagérons? Mais ce sont les florentins qui écrivent que «la bourgeoisie italienne a le dos au mur» et que la crise capitaliste, économique et politique qui frappe probablement tous les pouvoirs bourgeois étant donné que sont atteints «les équilibres mondiaux» et que la surproduction ne peut être freinée, «est leur crise» et donc qu'«ils sont sur la défensive et le prolétariat est en position agressive, même s'il ne le sait pas, et si subjectivement il est encore à zéro!»

Comment le prolétariat peut être à l'attaque tout en étant encore à zéro, c'est ce que l'article ne se risque pas à expliquer; à vrai dire ce qui frappe ici, c'est moins l'absence de la dialectique, d'une analyse sérieuse de la situation ou du recours au marxisme, que l'absence de toute cohérence et de toute signification dans le raisonnement.

Décrire la réalité historique ou la réalité de la période actuelle à travers un ensemble incohérent de phrases - de phrases et non de raisonnements - et de phrases à effet, est l'attitude caractéristique de ceux qui pour donner une signification «politique» à leurs aberrations, improvisent des interprétations et des «vérités» à la manière des schizophrènes.

Les positions marxistes authentiques sur le fascisme, telles qu'elles sont définies dans les thèses de la Gauche communiste, sont encore aujourd'hui trop importantes pour être abandonnées au malaxage et au broyage des amateurs de cocktails politiques. En 1926, à l'occasion du troisième congrès

(Suite en page 6)

Thèses fantaisistes sur le fascisme et le parlementarisme

(Suite de la page 5)

du P.C. d'Italie, tenu par force à l'étranger (Lyon), la Gauche a résumé dans ses Thèses son analyse du fascisme à la lumière des années qui venaient de s'écouler. Citons un passage:

«Le mouvement fasciste doit être compris comme une tentative d'unification politique à des fins contre-révolutionnaires des intérêts divergents des divers groupes bourgeois. Créé et alimenté directement par toutes les classes dirigeantes, propriétaires fonciers, industriels, commerçants, banquiers, soutenu par l'appareil d'Etat traditionnel, la couronne, l'Eglise et la franc-maçonnerie, le fascisme a poursuivi ce but en mobilisant des éléments sociaux des classes moyennes, en plein désarroi, qu'il a réussi à lancer, en alliance étroite avec tous les éléments bourgeois, contre le prolétariat.

Ce qui s'est produit en Italie ne doit être expliqué ni comme l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle couche sociale, ni comme la formation d'un nouvel appareil d'Etat possédant une idéologie et un programme originaux, ni comme la défaite d'une partie de la bourgeoisie dont les intérêts coïncideraient mieux avec les méthodes libérales et parlementaires. Les libéraux et les démocrates, Giolitti et Netti, sont les protagonistes d'une phase de la lutte contre-révolutionnaire liée dialectiquement à la phase fasciste et décisive

pour la défaite du prolétariat. Leur politique de concessions, menée avec la complicité des réformistes et des maximalistes (il s'agissait du courant majoritaire dans le PS après la guerre, qui se prétendait faussement révolutionnaire, à la manière de l'«extrême gauche» actuelle), a permis en fait à la bourgeoisie de détourner la pression prolétarienne, et donc de tenir dans la période qui a suivi la guerre et la démobilisation, lorsque la classe dominante et tous ses organes n'étaient pas prêts à résister de front.

Directement aidé par les gouvernements, la bureaucratie, la police, la magistrature, l'armée, etc., le fascisme a ensuite complètement remplacé le vieux personnel politique de la bourgeoisie. Cela ne doit pas induire en erreur et moins encore servir de base à une réhabilitation de partis et groupes qui ont été évincés parce que la tâche anti-prolétarienne qu'ils avaient remplie pendant toute une période était achevée, et non pas parce qu'ils auraient offert des conditions plus favorables à la classe ouvrière» (4).

La majorité du P.C. d'Italie et tout le mouvement communiste, à peu près complètement inféodés au pouvoir stalinien russe, ne pouvaient admettre cette analyse et les recommandations qu'elle impliquait. Non seulement ils «réhabilitèrent» les partis et groupes réformistes et démocrates, mais encore ils appelèrent partout les prolétaires à l'union avec une fraction de la bourgeoisie dite libérale et à la défense de l'Etat bourgeois démocratique, prétendument menacé lui aussi par le fascisme. Cette orientation ne pouvait déboucher que sur la défaite de la lutte d'émancipation de la classe ouvrière et la victoire de la bourgeoisie, quelle que soit la

forme de la domination de celle-ci.

Après la guerre, tout danger prolétarien ayant disparu, la bourgeoisie put revenir aux formes démocratiques de gouvernement; les secteurs bourgeois qui avaient soutenu dès le début le fascisme se transformèrent du jour au lendemain en démocrates convaincus. La nouvelle démocratie reçut en héritage de nombreux traits du fascisme, en particulier sur le plan politique, la tendance à la centralisation et à l'unification anti-prolétarienne de tous les secteurs bourgeois dans la contre-révolution préventive: la démocratie. La tendance à la centralisation politique et à l'unification de la bourgeoisie ne signifie pas la fin de la démocratie parlementaire, ni de la démocratie «en général» puisqu'au contraire le système démocratique est celui qui donne le plus de solidité au pouvoir bourgeois en suscitant l'adhésion «spontanée» et «volontaire» du prolétariat au système politique qui le maintient en esclavage - du moins tant que les tensions sociales ne sont pas trop grandes.

Lorsque ces tensions sociales atteignent un certain niveau, c'est-à-dire lorsque la classe ouvrière est poussée à se défendre par la lutte ouverte, les mécanismes démocratiques, les appareils parlementaires et les partis qui y sont liés perdent leur efficacité. Ils sont alors mis de côté par la bourgeoisie parce qu'ils gênent son élan et sa liberté de mouvement dans le choc décisif entre les classes, même si jusqu'au bout elle essaye en même temps de faire croire au prolétariat qu'il peut s'appuyer sur ces mécanismes, ces institutions et ces partis.

Laisser croire que la bourgeoisie va se débarrasser de tous ces appareils démocratiques avant ce moment décisif

ou qu'elle est déjà sur le point de le faire, est une absurdité criminelle, car cela revient à faire croire d'une part que la lutte contre les illusions démocratiques est à peu près inutile et d'autre part que le prolétariat serait dès aujourd'hui dans une situation favorable et à la veille de la lutte finale: vieilles rengaines de la fausse «extrême»-gauche dont les résultats ont toujours été d'accroître la confusion et de semer le découragement parmi les éléments poussés à se mettre sur le terrain révolutionnaire.

* * *

L'extrémisme de la phrase rejoint ainsi la besogne de déboussolement, de paralysie et de démoralisation de la classe ouvrière que mènent en permanence le réformisme et le collaborationnisme de gauche avec tous les moyens que leur donnent la bourgeoisie.

(1) Sur cette scission comme sur d'autres, voir «Programme Communiste» n°90: *«La reconquête du patrimoine théorique et politique de la Gauche communiste passe aussi par la réappropriation de la praxis de parti correcte».*

(2) cf «Rome et Moscou», article du 12/1/1923, publié dans notre recueil *«Communisme et fascisme»*, «Textes du Parti Communiste International» n°1, p.107.

(3) cf «La Batrachomyomachie», article critiquant ce genre de théories sur «Programme Communiste» n°94.

(4) cf les «Thèses de Lyon» dans *«Défense de la continuité du programme communiste»*, «Textes du P.C. International» n°7, p.133.

Démocratie et fascisme: Quelle lutte pour le prolétariat? (réunion générale du parti)

Cette réunion s'est déroulée à la fin du mois d'octobre dernier; nous donnons ci-dessous un résumé du rapport sur le fascisme et la démocratie.

Dans la première partie le rapporteur a rappelé les caractéristiques fondamentales du mode de production capitaliste et des rapports de production et sociaux qui en découlent, en retraçant les grandes lignes du développement du capitalisme, depuis sa période révolutionnaire et progressiste jusqu'à sa période impérialiste et réactionnaire, en passant par sa période de stabilisation et de réformisme. Ceci a servi de point de repère pour combattre les positions de ceux qui prétendaient (et prétendent) que le fascisme est un retour du passé pré-capitaliste et la restauration des vieux pouvoirs pré-bourgeois; cela a servi aussi pour définir le lien étroit entre pouvoir économique et pouvoir politique à l'intérieur d'une classe dominante, qui reste la même du point de vue historique, mais qui connaît cependant des oppositions d'intérêts en son sein. Un autre aspect a été mis en relief: c'est le développement même du capitalisme qui «réclame» des formes de gouvernement diverses, capables de défendre de la meilleure façon les bases de la société bourgeoise en dépit de la série interminable des crises économiques, politiques, diplomatiques et guerrières qui ont caractérisé toute l'histoire du capitalisme, depuis sa naissance jusqu'à son stade actuel impérialiste, celui de la prédominance du capitalisme financier; et capable de défendre la société du capital contre l'assaut révolutionnaire du prolétariat international

guidé par son parti de classe.

* * *

Une deuxième partie du rapport définissait les traits caractéristiques de l'évolution de la société, des rapports entre les classes et des rapports entre les Etats. Le rapport s'attachait à caractériser les diverses politiques du pouvoir bourgeois envers la société dans son ensemble et envers le prolétariat en particulier, la seule classe de l'époque moderne qui a la possibilité de désarçonner la classe dominante du pouvoir politique pour instaurer sa propre dictature dans la perspective de mettre fin à la division de la société en classes et d'ouvrir la voie à la société de l'espèce humaine toute entière.

Parmi toutes les méthodes utilisées par la bourgeoisie pour contrôler ses crises, la méthode démocratique est sans aucun doute celle qui a été la plus utilisée et dans un certain sens celle qui est la plus efficace pour la conservation sociale et l'enrôlement du prolétariat lui-même dans la défense du capitalisme. Le principe démocratique et les mécanismes sociaux et politiques qui en dérivent, correspondent à la conception d'«égalité» que la bourgeoisie a de la marchandise et des échanges marchands, mais naturellement tant le «principe démocratique» que les «mécanismes démocratiques» se sont modifiés au cours de l'évolution politique du système bourgeois, parallèlement aux modifications des principes de «libre concurrence» et d'«initiative privée» à la suite de l'évolution économique. Une phase de «démocratie

blindée» devait inévitablement succéder à la phase de démocratie libérale, de même qu'une phase de concentration capitaliste et de monopole devait succéder à la phase de libre concurrence. La tendance à utiliser par la bourgeoisie des méthodes ouvertement totalitaires, comme dans le cas du fascisme et du nazisme, a été provoquée par l'évolution de la lutte de classe et la montée révolutionnaire des masses prolétariennes. Sous la pression combinée de la crise née de la guerre mondiale et de la montée de la lutte révolutionnaire du prolétariat européen qui s'appuyait sur la prise du pouvoir en Russie (pendant la guerre!) et sur l'Internationale Communiste, les pouvoirs bourgeois devaient réagir et trouver une réponse adéquate au péril qui les menaçait. La bourgeoisie trouva la parade dans une combinaison des plus efficaces: faire travailler le réformisme social-démocrate jusqu'au bout pour désorienter et épuiser le prolétariat, avant de lui donner le coup de grâce au moyen de la contre-révolution violente, le fascisme.

Mais la bourgeoisie a obtenu un avantage supplémentaire avec la dite «lutte anti-fasciste» qui a entraîné le prolétariat derrière la défense du principe démocratique et des mécanismes démocratiques (électoratisme, parlementarisme). Ce succès bourgeois est dû à l'action des partis opportunistes, des partis faussement ouvriers et communistes, des partis qui pendant de longues décennies usurpèrent le nom et la glorieuse histoire du mouvement communiste afin de la falsifier. Battu sur le terrain des affrontements physiques et des batailles de rue par les forces léga-

les et illégales de la bourgeoisie, le prolétariat fut conduit par le nouvel opportunisme stalinien sur la voie des revendications démocratiques, d'élections libres, de parlements démocratiques, que le fascisme avait jeté aux orties. Au lieu d'accepter le défi de la déclaration de guerre lancée par la bourgeoisie, d'accepter le terrain de l'affrontement ouvert avec la contre-révolution, au lieu d'organiser les forces prolétariennes pour combattre non seulement les forces illégales du fascisme, mais aussi l'Etat démocratique, bastion de la bourgeoisie, au lieu de concentrer les forces et les meilleures énergies vers la conquête révolutionnaire du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat, les partis ouvriers emportés par la dégénérescence démocratique de l'Internationale puis par le stalinisme, ont enrôlé le prolétariat international dans les rangs de l'union «démocratique» des forces «anti-fascistes»; c'est-à-dire dans l'alliance avec des forces bourgeoises qui aspiraient à remplacer les fascistes et les nazis, mais pour remplir la même fonction fondamentale: extorquer de la plus-value aux travailleurs salariés, plier le prolétariat aux exigences capitalistes: c'est ce qui est arrivé!

* * *

La dernière partie du rapport rappelait les points saillants des positions de la Gauche communiste tant par rapport à l'analyse du fascisme - en faisant référence aux textes et thèses de 1921, 1922 et 1926, comme à ceux d'après-guerre - que par rapport aux directives politiques et pratiques de lutte contre les fascistes et toutes les forces bourgeoises, démocratiques y compris, en orientant les énergies prolétariennes hors du terrain démocratique, électoraliste et parlementaire, vers le

820 millions de sans-emploi

(Suite de la page 1)

opposés à «une politique purement du laissez-faire» et favorables à une «régulation appropriée du marché du travail», car selon eux des «mesures protégeant le revenu et la sécurité de l'emploi des travailleurs peuvent augmenter l'efficacité productive en incitant la compétition à se livrer davantage sur le terrain de l'innovation des produits et de la stratégie commerciale»...

Cette plaidoirie plus que timide pour que soit mis un certain frein à la pression du capitalisme vers une exploitation toujours plus accrue du prolétariat et une dégradation continue de sa situation est condamnée à rester sans écho. Le capitalisme n'est pas mû par des soucis moraux, ni par une «rationalité économique» autre que celle de la recherche effrénée du taux de profit le plus élevé. Ce ne sont pas des mauvais choix de politique économique, des mauvais calculs de l'efficacité productive qui sont la cause du problème, comme le dit le B.I.T. qui ne peut évidemment accuser le système capitaliste dans son ensemble: il n'y a pas une autre politique qui permettrait de concilier le profit des capitalistes et le «revenu» et l'emploi des prolétaires, puisque les premiers obtiennent ce qu'ils cherchent sur le dos des seconds.

Pour le capitalisme mondial il y a en quelque sorte 820 millions de travailleurs de trop; 820 millions de prolétaires à qui il ne peut «donner du travail» - pour parler clair: *exploiter* - parce que la masse énorme de marchandises (que ce soient des matières premières, des denrées agricoles ou des produits manufacturés) qu'ils produiraient ne pourraient trouver acquéreurs; au contraire elles engorgeraient tellement les marchés que cela provoquerait la faillite de toutes les entreprises capitalistes. Non que les besoins même élémentaires de l'humanité soient aujourd'hui satisfaits, loin de là; mais la *rationalité* du système capitaliste n'est pas fondée sur la satisfaction des besoins, mais sur la production de **marchandises** qui doivent être impérativement **vendues** à un prix permettant un taux de profit suffisant, sinon c'est la faillite de l'entreprise.

C'est donc cette rationalité démente qui condamne des centaines de millions de travailleurs et leurs familles à végéter dans la misère ou à mourir de faim pour sauvegarder la bonne santé du capitalisme. Ou, pour parler le langage du marxisme, les *rapports de production* capitalistes sont devenus *trop étroits* par rapport aux *forces productives* (dont la principale est la classe

ouvrière), c'est-à-dire par rapport aux potentialités qui existent dans la société: après avoir développé - dans la souffrance, la violence et le sang - de façon extraordinaire les forces productives, le capitalisme dans sa phase ultime devient une entrave de plus en plus intolérable au progrès ultérieur de l'humanité, tout en étant encore plus brutal, violent et sanguinaire que dans sa phase ascendante.

Ces 820 millions de prolétaires sans travail dans le monde sont la condamnation sans appel du système capitaliste,

malgré toute la propagande bourgeoise sur les merveilles de ce système et son caractère éternel. Mais pour que cette condamnation soit suivie d'effets il faudra, qu'unis aux centaines de millions qui ont le «bonheur» de trimer dans les bagnes capitalistes, et tout particulièrement dans les grands Etats industriels, ils trouvent la voie de la lutte de classe et de l'organisation en parti de classe.

Alors aucune puissance bourgeoise, aucun des grands colosses étatiques impérialistes ne pourra résister à la

puissance révolutionnaire de ces masses énormes de prolétaires qui, une fois mises en mouvement, auront la force de briser les Etats bourgeois et d'instaurer leur dictature internationale, premier pas vers le déracinement complet du capitalisme et l'avènement de la société communiste. C'est pour cet avenir-là que doivent militer dès aujourd'hui les révolutionnaires, avec la conscience que c'est la bourgeoisie elle-même qui, à une échelle gigantesque, produit ses propres fossoyeurs et qui crée les conditions de son renversement.

Correspondance

Les marxistes et la lutte actuelle des défenseurs des animaux

Depuis plusieurs mois les défenseurs des animaux en Grande-Bretagne mènent une grande campagne, notamment pour réduire fortement le transport d'animaux de boucherie vivants et pour améliorer les conditions de ces transports. Cette campagne a parfois pris la tournure d'affrontements avec la police pour bloquer des camions ou même d'action de commandos du «Front de Libération des Animaux» qui s'est attaqué à des laboratoires ou à des boucheries. Ce n'est pas d'hier que des bourgeois et petits-bourgeois s'agitent en faveur des animaux, réservant leur compassion à nos amis les bêtes. A la fin du siècle dernier, face à une campagne contre la vivisection, Engels demanda à Kautsky d'écrire en réponse un article: «La vivisection de la classe ouvrière».

Début janvier, une ligne maritime Shoreham (Grande-Bretagne) - Dieppe (France) destinée au transport de veaux et moutons pour l'élevage en batterie dans divers pays d'Europe était créée (1). Son fonctionnement était aussitôt perturbé par les défenseurs des animaux en Grande-Bretagne protestant contre les conditions déplorables dans lesquelles ces animaux sont transportés (à la limite même de la réglementation imposée par les services vétérinaires) ainsi que contre les conséquences néfastes que ces conditions peuvent avoir sur la viande (puisque ces animaux finissent évidemment à l'abattoir).

Une seconde ligne vers Cherbourg était alors ouverte, mais tout comme Shoreham ou les aéroports anglais liés à ce trafic, elle était également perturbée par des manifestations croissantes en nombre et en participants. La RSC-PA (la SPA britannique, présidée par la Reine) et d'autres associations étaient vite dépassées par les événements et par leur forte couverture médiatique, amplifiée par la mort d'une militante, écrasée par un camion lors d'une manifestation le premier février. Cette médiatisation est également assurée par le passage quotidien sur les chaînes de télé britanniques de spots démontrant les horreurs subies par les animaux tandis que les affrontements quasi-quotidiens entre des manifestants et la Riot Police (la police anti-émeutes, l'équivalent de «nos» CRS) envoyée par Major avec la bénédiction du ministre de l'agriculture Waldegrave, gros exportateur de veaux, n'arrangeaient rien, bien au contraire.

(...)

Pour les marxistes, s'il est évident que les conditions de transport sont atroces pour les animaux, discutables du point de vue hygiène et si elles peuvent avoir des conséquences négatives sur la qualité de la viande et la santé des consommateurs, il leur est impossible de partager ou de prendre part à ce combat qui détourne les prolétaires à la fois de leur but et des luttes pour les revendications immédiates qui permettraient de résoudre au moins partiellement et temporairement leurs problèmes quotidiens.

Cette lutte est menée par une partie de la petite-bourgeoise et de la bourgeoisie opposées au traité de Maastricht, notamment les adeptes de «l'écologisme (qui) regroupe pêle-mêle une

réaction - réactionnaire! - au bouleversement incessant des techniques productives par le capital, une défense contre l'exaspération du capitalisme qui rend la vie toujours plus pénible, et aussi la réaction de la bourgeoisie contre ses propres "excès", sa tentative de contrôler et de limiter des destructions anarchiques» (2) et ceux du «végétarisme, c'est-à-dire (du) système qui consiste à se nourrir exclusivement d'aliments végétaux, (qui) a pris d'abord naissance dans les classes de la société qui se trouvaient dans l'agréable situation d'avoir le choix entre une nourriture végétale ou animale. (Alors que) pour la très grande majorité des êtres humains, cette question (...) n'existe pas, étant donné qu'ils sont obligés de vivre selon leurs moyens, dont l'insuffisance les renvoie exclusivement ou à peu près, à la nourriture végétale, souvent même la moins substantielle» (3).

Et cette lutte est menée aussi par une partie de l'opportunisme et du centrisme d'«extrême»-gauche, que ce soit à titre individuel ou en tant qu'organisation comme les anarchistes de «Green anarchy» ou les trotskystes de l'organisation hétéroclite (comme celles de toute son «Internationale», qui publie en France le journal «L'Egalité») «Militant Labour» qui affirmaient en 1992 par le biais de leur fraction de farfelus défenseurs des bêtes que «sous le socialisme, les animaux ne seraient plus ni commandés ni tués» (sic!) (4). D'autres la soutiennent d'une manière ou d'une autre parce que les manifestants se battent contre les Tories (les Conservateurs au pouvoir) et les flics: c'est le cas, en bon *activiste* (c'est-à-dire auteur d'une agitation coupée des principes et du programme), du Socialist Workers Party (la plus grande formation d'extrême-gauche britannique, dont la section française est «Socialisme International»), bien qu'il reconnaisse dans son hebdomadaire que «les humains (les classes sociales sont effacées!) sont plus importants que les animaux».

Pourtant ces manifestants qui prennent la défense des animaux et luttent pour demander de meilleures conditions de transport et la fin de l'élevage en batterie, prônent en réalité le contraire. Qu'on le veuille ou non, et au grand bonheur de la bourgeoisie malgré tous les troubles causés à l'ordre public et les tracasseries à certains de ses membres, la défense des animaux passe

pour eux avant la défense des conditions d'existence d'une grande partie de l'humanité: celle qui appartient aux diverses couches du prolétariat dont les membres sont exploités, spoliés, privés de tout droit, humiliés, tués ou blessés dans les bagnes de l'industrie ou dans les guerres, affamés, expulsés de leur logement, emprisonnés, torturés, écrasés, aliénés, embrigadés...

Les mauvais traitements infligés aux

(Suite en page 8)

A paraître prochainement «programme communiste»

Numéro 94

- Le nouveau désordre mondial. De la guerre froide à la paix froide et, en perspective, vers la troisième guerre mondiale.
- Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie.
- La question de la reprise de la lutte de classe du prolétariat et les tâches des communistes (Réunion de San Dona - déc. 1992).
- Le capitalisme soviétique en crise (Fin).
- C'est ainsi qu'est codifié le marxisme agraire
- A la mémoire d'un camarade de la vieille garde: Ricardo Salvador.
- Sur le fil du temps: La batrachomyomachie.

IL COMUNISTA No 43/44

Ott. 94 - Genn. 95

- Dal governicchio al governotto, in Italia la salsa non cambia
- Termoli: i sabati del sindacato
- La formazione del Partito Comunista d'Italia
- IL NUOVO DISORDINE MONDIALE: dalla guerra fredda alla pace fredda, e in prospettiva la terza guerra mondiale
- Fascismo, espressione massima dell'unificazione della classe borghese
- Parlamentarismo, fascismo e tesi distorte
- CURDI: emancipazione del popolo curdo, o del proletariato curdo?
- La conferenza del Cairo sulla demografia
- Democrazia e fascismo: Quale lotta per il proletariato?

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1e liste 1995

A.B.: 616,00 / Brest: 100,00 / Digne: 100,00 / Franck: 150,00 / Roger: 800,00 / Ren.: 1980,00 / Marseille: 50,00 / Paris: 700,00.
Total liste: 4.496 F.

Réunion générale du parti

terrain de la lutte révolutionnaire de classe. Il rappelait en outre les points invariants défendus par la Gauche communiste même dans la tragédie de la victoire du stalinisme et de la dispersion des forces révolutionnaires, les luttes politiques et théoriques menées jusqu'au bout dans l'Internationale et dans le Parti communiste d'Italie, puis en dehors d'eux, contre toutes les déviations démocratiques, nationalistes (national-communisme, blocs entre partis, luttes de partisans).

Le rapport se concluait en indiquant brièvement l'orientation prolétarienne de classe par rapport à la démocratie et donc au fascisme, orientation sur laquelle il est nécessaire de reconstituer les forces vives de la révolution future.

Le séisme de Kobé ou une catastrophe naturelle aggravée par le capitalisme

Le 17 janvier, le Japon a connu un séisme qui fut le plus violent et le plus meurtrier depuis 1945 dans ce pays. Il s'est déroulé à Kobé, premier port nippon et quatrième mondial, et il a fait environ 6.000 morts et 300.000 sans-abris, et ravagé ou détruit plus de 50.000 maisons ou immeubles, le chemin de fer, l'autoroute ainsi que la majeure partie des installations portuaires (quais, terminaux (1), chantiers navals...).

Les médias ont, bien entendu, fait écho de cette catastrophe jusqu'à ce qu'elle ne soit plus en mesure de faire de l'audimat, et cela bien plus que lorsqu'une semblable se déroule dans un pays ou une région (partiellement ou complètement) arriérée économiquement comme en Inde (en 93), en Arménie ou en Iran. Idem pour les aides étrangères bien plus rapides que pour les pays cités ci-dessus, et ce malgré le développement des moyens de prévention et de secours existant au Japon et l'entraînement de ses habitants qui vivent au quotidien avec les séismes (2). Il faut dire que les systèmes permettant aux constructions (exception faite pour les habitations traditionnelles japonaises faites de torchis et de bois et où s'entassent une grande partie du prolétariat nippon) de résister aux secousses sismiques n'ont guère été fiables. Et c'est cet «imprévu» qui, en partie, a fait de ce séisme une catastrophe de cette ampleur.

En effet, ces systèmes n'auraient pas été testés comme il le fallait ou auraient été construits dans des conditions où la sécurité et la fiabilité ont fait

place au profit. Un scandale éclatera peut-être au sein de la bourgeoisie ou du monde politique du pays du soleil levant suite à cela. Ce qui ne serait pas le premier, la corruption existant au sein de la bourgeoisie dans ce pays comme dans n'importe quel autre.

En fait, ce séisme n'est rien d'autre qu'une catastrophe naturelle doublée d'un fait social. Les morts, les blessés, les disparus, les Japonais sans-logis ou déplacés dans les villes voisines et les dégâts matériels le confirment. Une grande partie des victimes ont péri dans les incendies qui ont fait rage ou éclaté plusieurs heures après le séisme dans les quartiers populaires où les secours ont particulièrement tardé et ont été notoirement mal organisés, tandis que les quartiers résidentiels, qui avaient peu souffert car la qualité des constructions était nettement supérieure, ont été assez vite secourus. La presse japonaise a relevé que les militaires d'un camp de Kobé, qui étaient revenus depuis peu d'une mission d'assistance aux populations du Rwanda loués par tous les médias et félicités par les autorités, ont été incapables d'apporter le moindre secours aux habitants de Kobé. La presse internationale a souligné que les autorités japonaises, malgré l'incurie des secours sur place, ont freiné tant qu'elles ont pu la venue d'une aide de l'étranger pour des raisons de «fierté nationale»... Les habitants peuvent bien crever, pourvu que la fierté nationale soit sauvée!

Si des catastrophes de ce genre échappent à l'action humaine, elles ont généralement des conséquences encore

plus désastreuses car dans le système capitaliste, c'est la loi du profit qui domine et la bourgeoisie économise sur tout ce qui n'est pas ou peu rentable. Ici on construit dans une zone inondable, là dans une zone sismique, ailleurs dans une zone aux risques différents. Tout cela au nom du profit, au nom du Capital. «Car l'affairisme dicte sa loi à la "science" et à la "technique" tout en se retranchant derrière et en poussant au premier plan le technicien, l'expert, le "spécialiste"» (3). Le reste est secondaire, voire écarté comme par exemple la prévention qui n'existe que dans une certaine limite n'étant pas ou juste très peu une activité rentable. Et parce que la bourgeoisie sait très bien que les plans de reconstruction après de telles catastrophes (séismes à Kobé, Los Angeles ou inondations aux U.S.A. ou en Europe de l'ouest...) peuvent permettre de s'en mettre plein les poches car elles donnent l'occasion de juteuses affaires financières, voire électorales (même si cela oblige la bourgeoisie à écarter certains de ses membres ayant trempé dans des maigres déboilées).

Ainsi il est quasi certain qu'à Kobé, la bourgeoisie fera reconstruire les nouvelles constructions avec des systèmes antisismiques plus sophistiqués ou totalement nouveaux, en tout cas plus chers où de nouveaux marchés peuvent évoluer ou rapporter toujours plus. Ailleurs, elle expulsera une partie de la population principalement prolétarienne fortement touchée qui ne pourra se reloger ou ne le pourra que dans des logements construits à la va-vite et toujours plus précaires en solidité (avec des loyers à la hausse), s'assurant ainsi la possibilité d'ouvrir ou de développer certains marchés (B.T.P. notamment) qui seront encore plus fructueux au prochain séisme.

Cette catastrophe naturelle est donc une nouvelle catastrophe sociale provoquée par le capitalisme. Si le

Communisme ne pourra empêcher les séismes, c'est seulement après sa victoire qui mènera vers une société sans classe, sans misère, sans exploitation, sans guerre où le salariat sera aboli et les Etats se seront éteints, c'est-à-dire une société qui produira pour le besoin et non pour le profit, que l'humanité pourra faire face à de telles catastrophes en évitant d'une manière ou d'une autre ou en limitant leurs conséquences désastreuses aux niveaux matériels et humains. Mais pour cela, il faudra un autre séisme, social cette fois, de magnitude maximum et dont la violence détruira à jamais le capitalisme: le séisme du prolétariat mondial qui mettra fin à la bourgeoisie internationale et à tous ses moyens de domination et d'influence (Eglise, parlements bourgeois, éducation, justice, police, armée, administration, culture bourgeoises, médias bourgeois, etc...).

(1) Le Japon étant un pays où l'espace est compté du fait de sa superficie habitable et de sa forte population, les villes et les ports (comme Kobé) de ce pays ne peuvent que s'agrandir en empiétant sur la mer par la «poldérisation». A Kobé, deux îles artificielles sont nées et se sont développées en 25 ans. C'est là que se trouvent les installations portuaires presque totalement détruites aujourd'hui, ces îles étant proches de l'épicentre du séisme. Les ponts reliant ces dernières à la terre ont été également détruits...

(2) Pour comparaison, il faut savoir que dans la région de Khillari en Inde, il n'y avait aucun moyen de détection de séisme alors que cette région est sismique. Elle ne doit pas assez rapporter à la bourgeoisie indienne et au capitalisme international pour avoir des moyens de détection voire de lutte contre ce genre de catastrophe...

(3) «Espèce humaine et croûte terrestre» d'A. Bordiga (Ed. PBP), préface p.15.

Correspondance: Les marxistes et la lutte actuelle des défenseurs des animaux

(Suite de la page 7)

animaux d'élevage sont au moins limités par le souci de ne pas occasionner de dommages à une marchandise, à un capital, chez celui qui en est le propriétaire, alors que le prolétaire, une fois qu'il a cessé de fournir au patron de la plus-value, est «libre» d'aller crever de faim: les statistiques diffusées par les défenseurs des animaux eux-mêmes indiquent que les animaux d'élevage sont mieux nourris (et aussi mieux soignés) que des masses entières de prolétaires dans les pays dits «en voie de développement». Il est connu que la médecine bourgeoise, aiguillonnée par la pression sur le gouvernement américain du lobby des riches fermiers du Middle-West, a réussi à trouver un remède à la leucémie animale qui touchait les élevages de ces derniers, alors qu'on attend toujours un remède équivalent pour la leucémie humaine. Les horreurs dénoncées par les amis des bêtes, tout comme les innombrables manipulations, trafics, falsifications (qu'elles soient légales ou non!) infligées aux éléments qui vont fournir la base de l'alimentation des populations ne sont qu'une conséquence de la loi du profit, du capitalisme donc.

En camouflant cette vérité et en focalisant au contraire l'attention et l'indignation - avec l'aide des médias bourgeois - sur l'un des aspects les plus secondaires du capitalisme et l'un de ceux à qui on peut le plus facilement

apporter un palliatif, les tenants de la défense des animaux font donc non seulement oeuvre de diversion par rapport aux problèmes brûlants dont souffrent quotidiennement les exploités, mais fournissent aussi un soutien objectif au système capitaliste dans son ensemble en prétendant que ses côtés répréhensibles ne sont que des excès qu'il est possible de corriger par des réformes. Ils apportent ainsi, en outre sur le terrain de la mobilisation populaire, inter-classiste, un nouveau petit soufflé au réformisme anti-ouvrier et contre-révolutionnaire.

C'est le communisme, société sans classes donc sans exploitation, sans salariat, sans mercantilisme, dont l'instauration nécessitera la victoire de la classe prolétarienne mondiale dirigée par son parti de classe reconstitué, qui permettra à l'espèce humaine d'être à jamais débarrassée de l'horreur, du gâchis et de la barbarie capitalistes. Même pour sa nourriture, qui restera en partie animale, puisqu'en effet la république mondiale organisée et centralisée selon un plan unique mondial, mettra fin à cette anarchie et ce gaspillage qui sévissent également en matière alimentaire. Ainsi c'est dans la future société communiste que seront appliqués certains mots d'ordre des défenseurs des animaux: l'élevage en batterie n'existera plus, ni pour l'animal destiné à l'alimentation de l'homme, ni pour ce dernier.

Pour conclure il faut réaffirmer que le prolétariat n'a pas à se mêler, ni de près, ni de loin, à cette lutte de caractère bourgeois car elle le détourne de ses revendications et de sa lutte contre la bourgeoisie, et rappeler aux prolétaires

ce que disait Brecht: «Méfiez-vous de ceux qui aiment les animaux, ils se préparent à vous faire mener une vie de chien».

(1) Cet élevage est interdit en Grande-Bretagne depuis 5 ans, d'où cette exportation.

(2) Préface à «Espèce humaine et croûte terrestre», recueil de textes d'A. Bordiga, Ed. Petite Bibliothèque Payot, p. 13.

(3) cf A. Bebel, «La femme et le socialisme», Ed. Slatkine, p.316. Le végétarisme a beaucoup d'adeptes outre-manche. Principalement dans l'extrême-gauche et plus particulièrement chez les libertaires ainsi que dans le milieu des marginaux. Pour les premiers c'est pour des raisons «politiques» ou «morales», tandis que pour les derniers c'est parce que les conditions sociales ne leur permettent pas d'acheter de la viande, très chère dans ce pays.

(4) Dans son ouvrage Bebel répondait aussi à ce genre d'arguments: «Pourtant, notre désir de vivre agréablement nous oblige à déclarer la guerre à une foule d'êtres vivants, sous forme de vermines de tous genres, et à les détruire; pour ne pas être dévorés nous-mêmes, il nous faut prendre à tâche de tuer et d'exterminer les bêtes féroces. Si nous laissons vivre en toute liberté les animaux domestiques, ces "bons amis de l'homme", nous nous mettrons sur le dos, au bout de quelques dizaines d'années, une telle quantité de ces bons "amis", qu'ils nous dévoreraient tous, en ce sens qu'ils nous prendraient notre propre nourriture». Op. cit., p. 317.

CORRESPONDANCE :

POUR LA FRANCE :
Editions Programme, 3 rue Basse
Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE :
Editions Programme, 12 rue du
Pont, 1003 Lausanne
POUR L'ITALIE :
Il Comunista, C. P. 10835, 20110
Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 LI. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 LI. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 LI / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 LI / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «Il comunista», le numéro: 2000 LI / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 LI / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 LI / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 LI / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 LI / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.